Octobre 2016 - N° 54

INVESTIR AU CAMEROUN

GRANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

CAN : le Cameroun est prêt pour le coup d'envoi !

Eloi Cyrille Tollo : « *Pour sauver Camair Co…* »

La diaspora camerounaise a transféré au pays 585 milliards FCFA en 2015

GRATUIT – NE PEUT ÊTRE VENDU

INVESTIRAU CAMEROUN .COM

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun

Compatible tablettes et smartphones

APP DISPONIBLE POUR IOS ET ANDROID

Yasmine Bahri-Domon,
directrice de la publication

Nous sommes toutes des Lionnes

En laissant une bande d'adolescentes taper dans un ballon de football sur le stade boueux d'une école publique de Yaoundé, en 1976, l'arbitre Atangana Louis de Gonzagues fut mille fois moqué et vilipendé pour cette petite folie d'antan, devenue aujourd'hui une réalité tangible. Les filles jouent au football. Elles jouent bien : dribbles, tirs, feintes, buts… tout y est, le spectacle du foot féminin n'a rien à envier à celui du foot masculin. Son évolution qualitative et quantitative est spectaculaire. D'à peine quatre clubs connus au cours des années 70 nous pouvons en compter 14 aujourd'hui, le football féminin s'est démocratisé sur l'étendue du territoire camerounais et dans le monde.

Du 19 novembre au 3 décembre 2016, le Cameroun sera le pays organisateur de la 12ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations au féminin. La sélection du pays hôte est aussi rigoureuse que les critères de validations sont drastiques. Le cahier des charges de la CAF exige des stades modernes, des aires d'entrainements gazonnés, des infrastructures routières de qualité, des hôtels et centres d'hébergements de luxe, nantis de wifi, d'accès internet, de téléphones, des facilités de transports, et des critères de sécurité imparables… Votre magazine *Investir au Cameroun* consacre son dossier spécial à cet événement en grandeur nature et vous permet de découvrir les travaux d'Hercule auxquels s'est dédié le Cameroun, secteur par secteur, pour mériter sa CAN Féminine. Il a honorablement rempli son cahier des charges, au centimètre près.

À l'instar des projets structurants qui enrichissent le pays de plusieurs édifices nécessaires pour son développement économique et infrastructurel, la CAN 2016, tout comme celle de 2019, sont de grands projets de développement et de bons raccourcis pour l'atteinte de l'émergence économique du Cameroun en 2035. Les multiples chantiers en BTP de la CAN ont rejoint ceux du Septennat des *Grandes réalisations* inspirés, initiés et conduits par le Président Paul Biya : les barrages hydroélectriques en cours d'achèvement dans les clairières de Lom Pangar, Memve'ele, Mekin, la construction du second pont sur le fleuve Wouri, les finitions du Port autonome de Kribi, les autoroutes Yaoundé-Douala et Yaoundé-Nsimalen, les logements sociaux, les hôpitaux de références… pour ne citer que quelques chantiers d'envergure dont la réalisation s'effectue grâce au financement du budget de l'État et à l'apport des investisseurs étrangers. Au-delà du foot, la CAN 2016 se présente comme une belle opportunité de marketing pour le tourisme national en plein essor. Avec ce lot d'actions, la fête du football féminin est assurée d'une belle réussite sportive et populaire.

Les prémices de la CAN féminine 2016 se sont déroulées le 18 septembre dernier, à Yaoundé, à travers un tirage au sort officiel riche en sons, en chants et en lumières. C'était un avant-goût annonciateur du faste qui sous-tendra la vaste cérémonie d'ouverture de la CAN, le soir du 19 novembre prochain, à l'affiche un certain Cameroun-Egypte pour ouvrir les hostilités. C'est tout dire. Surtout lorsqu'on sait que le football, quelque soit le genre, est le sport-roi en Afrique et au pays de Roger Milla, Thomas Nkono et Samuel Eto'o. À cette liste de grands footballeurs ayant bâti la réputation des Lions, on citera désormais les félines en chignon parmi les plus distinguées amazones : Gaëlle Enganamouit, Jeannette Yango Ngock, Raïssa Feudjio, Madeleine Ngono Mani et Gabrielle Onguene… Avec cette génération d'héroïnes managées par Enoh Ngatchou, le Cameroun tient ses chances de succès devant les solides concurrentes venues d'Afrique du Sud, du Zimbabwe, du Nigeria, du Ghana, du Mali, et du Kenya.

Que la fête commence ! Que le meilleur gagne … mais au Cameroun nous sommes toutes des Lionnes !

AU SOMMAIRE

DOSSIER

08 • En attendant le coup d'envoi de la CAN…

09 • Infrastructures : deux stades aux normes pour assurer le spectacle

10 • Hébergement : les capacités d'accueil pratiquement doublées au Mountain Hotel et au Parliamentarian Flats

10 • Des mesures de sécurité maximales dans les hôtels

11 • Mobilité : la CAN 2016 offre à la ville de Yaoundé une nouvelle compagnie de transport urbain de masse

LEADER DU MOIS

34 • Chief Mekanya Charles Okon confirmé au poste de directeur général de Pamol Plantations Plc

INTERVIEW

12 • Eloi Cyrille Tollo : « *Pour sauver Camair Co, réorganisons-la, rendons-la présentable et trouvons-lui rapidement un partenaire stratégique* »

INVESTIR AU CAMEROUN

Editeur
Stratline Limited

Directrice de la publication
Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction
Mamadou CISSÉ, Brice R. MBODIAM.

Opérateur
Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX, Réalisation web : Christian ZANARDI,
Corrections : Nils COUTURIER, Thomas ROBERT

Régie publicitaire
regiepub@investiraucameroun.com
Au Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou 00 237 77 75 13 98

Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne

Distribution Cameroun
Albert MASSIMB, almassimb@yahoo.fr
Tel : 00 237 94 66 94 59 ou 00 237 77 75 13 98

Gratuit – Ne peut être vendu

info@investiraucameroun.com - www.investiraucameroun.com

GESTION PUBLIQUE P 16-17

BANQUE & FINANCE P 18-21

AGRICULTURE P 22-25

MINES P 26-27

TRANSPORTS P 28-29

TIC & TELECOM P 30-31

SERVICES P 32

CASTING

CONSTANT AIMÉ LONKENG NGOUANA

Spécialiste d'économétrie et d'économie internationale, le Camerounais Constant Aimé Lonkeng Ngouana vient de prendre officiellement fonction à Kingston, en Jamaïque, en qualité de représentant résident du Fonds monétaire international (FMI), a-t-on appris de bonnes sources. Arrivé au FMI en 2010, M. Lonkeng Ngouana est licencié en mathématiques de l'Université de Yaoundé, la mère des institutions universitaires du Cameroun. Ce dernier est, par ailleurs, titulaire d'un master en économie internationale de l'Université de Louvain, en Belgique, et d'un doctorat de l'Université de Montréal, au Canada.

Il a successivement servi au sein du département Afrique et du département des affaires fiscales du FMI. C'est à ce titre que cet ancien cadre de l'Institut national de la statistique (INS) du Cameroun, par ailleurs enseignant à l'Université de Montréal, officiera d'ailleurs, au cours de la période 2014-2015, en qualité d'économiste chargé des questions fiscales du Fonds pour l'Indonésie.

LOUIS PAUL MOTAZÉ

Le ministre camerounais de l'Economie, Louis Paul Motazé, vient de signer, pour le compte du gouvernement camerounais, un accord de prêt complémentaire d'un montant total de 7,3 milliards de francs CFA avec la Deutsche Bank. Ces fonds, apprend-on officiellement, permettront de financer la contrepartie camerounaise « *adossée au crédit acheteur destiné au financement de la phase I du projet de valorisation touristique et économique du lac municipal* » de Yaoundé, qui devrait permettre de créer quelques 2000 emplois.

Longtemps annoncé mais jamais réalisé, officiellement faute de financement, ce projet consistera en l'épuration de ce lac situé au cœur de la capitale camerounaise et laissé à l'abandon depuis les années 80. Le projet intègre également l'éclairage des abords du lac, la création et l'aménagement d'espaces verts, la construction tout autour d'espaces de divertissement, de boutiques, de restaurants et même d'un grand hôtel de luxe.

PATRICE MELOM

Le nouveau directeur général du port autonome de Kribi (PAK), Patrice Melom, a récemment lancé deux appels à candidatures en vue du recrutement de pilotes et autres officiers de port au sein de cette institution, qui sera chargée de la gestion de la plus grande infrastructure portuaire du Cameroun. Les dossiers de candidature des postulants ont été reçus au cabinet du directeur général, sis à l'immeuble Djeug'Appart à Yaoundé, la capitale du pays, jusqu'au 19 septembre 2016 à 16h, a-t-on appris officiellement.
Ces recrutements sont annonciateurs de la mise en service, attendue cette année, du port en eau profonde de Kribi, dont les deux premiers terminaux seront opérés par un consortium franco-chinois conduit par Bolloré (terminal à conteneurs) et par un groupement franco-camerounais conduit par Necotrans (terminal polyvalent). « *Le port de Kribi est un nouveau-né et les instructions que nous avons reçues sont de le rendre opérationnel au plus vite* », a déclaré M. Melom au cours d'une récente visite au port de Douala.

EMMANUEL NGANOU DJOUMESSI

Le ministre des Travaux publics, Emmanuel Nganou Djoumessi, vient de confier au Chantier naval et industriel du Cameroun (CNIC) un contrat de près de 1 milliard de francs CFA en vue de la réhabilitation et de la construction de quatre bacs de franchissement assurant la traversée sur certains fleuves dans les régions du Centre et de l'Est du pays. A en croire nos sources, ce contrat est en réalité la première phase d'un vaste programme de réhabilitation et de maintenance des 22 bacs gérés par l'Etat au Cameroun, dont l'implémentation devrait échoir au CNIC. Ce contrat est une véritable aubaine pour cette entreprise publique en proie à d'énormes difficultés financières depuis quelques années. En effet, entreprise jadis prospère, dont le chiffre d'affaires culminait encore à 40 milliards de francs CFA il y a dix ans, contre à peine 12 milliards de francs CFA en 2014, le CNIC est devenu le terreau des tensions entre le top management et les employés, parfois obligés d'attendre plusieurs mois pour recevoir leur paie.

HELEN CLARK

« *Je rentre à New York avec une idée précise de vos besoins. Il est question de vous aider à pratiquer des activités génératrices de revenus, d'abord ici, et lorsque vous retournerez dans vos villages, le moment venu.* » C'est par cette promesse que l'administratrice du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Helen Clark, qui a séjourné au Cameroun pendant 48 heures au mois d'août dernier, a achevé sa descente dans la localité de Zamaï, située dans le département du Mayo-Tsanaga, dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun.
Au cours de cette visite en territoire camerounais, l'administratrice du PNUD s'est rendue dans cette localité camerounaise pour réconforter le millier de déplacés, fuyant les exactions de la secte islamiste nigériane Boko Haram le long de la frontière avec le Nigeria, qui y ont trouvé refuge et vivent dans des conditions très difficiles.

LEJEUNE MBELLA MBELLA

Le Cameroun n'est pas rentré bredouille de Nairobi, la capitale kenyane, où s'est récemment achevée la 6ème édition de la Conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique (TICAD, en anglais). Mais, au regard du millier d'investisseurs japonais qui ont accompagné le premier ministre de l'empire du Soleil levant à cette opération de charme en direction de Afrique, du potentiel dont recèle le Cameroun en termes d'opportunités d'investissement, et de l'ampleur des projets actuellement en cours ou en gestation dans le pays, l'on peut conclure que la moisson camerounaise au cours de la 6ème TICAD est bien maigre.
En effet, selon le ministre camerounais des Affaires étrangères, Lejeune Mbella Mbella, sur les 22 protocoles d'accord signés par 73 entreprises avec 20 pays africains pendant la dernière TICAD, le Cameroun, présenté comme la locomotive économique de la zone Cemac, s'en tire avec un seul mémorandum d'entente (MoU).

En attendant le coup d'envoi de la CAN…

Yaoundé, la capitale camerounaise, a abrité le 18 septembre 2016 le tirage au sort de la douzième édition de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de football féminin, que le pays organisera à partir du 19 novembre prochain. Les Lionnes indomptables, l'équipe fanion du pays hôte, se retrouvent dans la poule A, qui sera basée à Yaoundé.

En match d'ouverture, le 19 novembre 2016, elles croiseront le fer avec l'Egypte, équipe avec laquelle les Lionnes partagent la poule A aux côtés de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe. Dans la poule B, qui sera basée à Limbé, dans la région du Sud-Ouest, l'on retrouvera l'équipe du Nigeria, sept fois championne d'Afrique, de même que le Ghana, le Mali et le Kenya.

En plus de révéler les différentes confrontations qui meubleront cette compétition, la cérémonie du 18 septembre a été une sorte de mise en bouche de ce que sera la CAN féminine 2016 au Cameroun : une fête populaire, dans un pays considéré comme un concentré de l'Afrique toute entière à cause de sa diversité culturelle.

Aussi, au-delà du simple tirage au sort des poules, les centaines d'invités (nationaux et étrangers) qui ont fait le déplacement du palais polyvalent des sports de Yaoundé ont plutôt assisté à une mini-cérémonie d'ouverture de la compétition avec présentation des hymne et mascotte officiels de la compétition et des danses traditionnelles des quatre coins du Cameroun. S'y trouvaient aussi des vedettes du sport camerounais telles que Roger Albert Milla, le plus vieux buteur d'une phase finale de coupe du monde, Françoise Mbango Etone, double médaillée d'or au JO au saut en longueur, ou encore Rigobert Song Bahanack, l'emblématique capitaine des Lions indomptables.

Mais, le fait majeur de cette cérémonie aura indubitablement été la présence (c'est la première fois que cela arrive selon les responsables de la Confédération africaine de football) du président de l'instance faitière du football africain, Issa Hayatou, qui a dit avoir répondu « *avec une ferveur patriotique* » à l'invitation des autorités de son pays. Ce dernier a même eu droit à un hommage solennel pour son immense œuvre en faveur du développement du foot africain.

C'est ce football africain, porté au firmament dans sa version féminine par les Perpetua Nkwocha et autres Gaëlle Enganamouit, qui sera célébré au Cameroun du 19 novembre au 3 décembre 2016 dans les villes de Yaoundé et de Limbé. A un mois du coup d'envoi, nous vous présentons, dans cette somme, un état des lieux des préparatifs de cette compétition, dont le signal sera produit par la télévision camerounaise (CRTV), qui vient de se doter des équipements de diffusion et de production à la pointe de la technologie.

Brice R. Mbodiam

Infrastructures : deux stades aux normes pour assurer le spectacle

En prélude à la CAN de football féminin 2016, un stade flambant neuf a été construit à Limbé, tandis que celui de Yaoundé a fait peau neuve.

Depuis quelques mois, les Lions indomptables, l'équipe de football fanion du Cameroun, n'ont plus joué au stade omnisports de Yaoundé, dans la capitale. La raison est que cette infrastructure sportive mythique a été transformée en un vaste chantier, en prélude à la Coupe d'Afrique des Nations de football féminin 2016, que le Cameroun accueille en novembre prochain.
Entre le repiquage du gazon, l'aménagement des gradins et des vestiaires, la réfection de l'éclairage et des équipements électroniques, ou encore l'aménagement des parkings à l'extérieur du stade, le temple du football du quartier Mfandena a été totalement rénové. En dépit des derniers réglages à faire, ce stade, qui va accueillir le match d'ouverture de la CAN féminine 2016 le 19 novembre 2016, est d'ores et déjà fin prêt.
Il en est de même du stade militaire de Yaoundé, qui devrait faire office de stade d'entraînement pour les équipes en compétition dans la poule A. En effet, cette infrastructure sportive négligée, en plein cœur de la capitale camerounaise, s'est totalement métamorphosée à la faveur des travaux qui y ont été effectués. De véritables travaux d'Hercule qui en ont fait un véritable stade de football et non plus une simple aire de jeu comme par le passé.

TOUR DE CHAUFFE À LIMBÉ

A Limbé, ville de la région du Sud-Ouest dans laquelle se disputeront les matches de la poule B lors de la CAN féminine 2016, c'est un stade de football flambant neuf qui est sorti de terre. D'une capacité de 20 000 places, le stade omnisports de Limbé, en dépit de la poursuite des travaux d'aménagement sur sa partie extérieure, a d'ores et déjà été homologué par la Confédération africaine de football (CAF), organisatrice des CAN.
C'est à ce titre que cette infrastructure sportive, dont les travaux de construction ont débuté en 2012, est devenue l'antre des Lions indomptables depuis le lancement des travaux de réhabilitation du stade omnisports de Yaoundé. Depuis le mois de mars 2016, l'équipe nationale de football du Cameroun y a disputé toutes ses rencontres éliminatoires pour la CAN masculine 2017 prévue au Gabon.
Cette décision des autorités sportives camerounaises a permis aux populations de Limbé, qui n'avaient pratiquement jamais eu l'occasion de vivre une rencontre de l'équipe nationale de football du Cameroun, de se familiariser aux grands évènements sportifs. La ferveur populaire observée lors de ces matches des Lions indomptables à Limbé a été telle que les populations locales ont, à un certain moment, émis le vœu que le match d'ouverture de la CAN féminine se joue dans ce nouveau stade.
Mais, la CAF en a décidé autrement, puisque d'après le programme de la compétition qui a été récemment rendu public, le match d'ouverture et la finale se disputeront tous les deux à Yaoundé, la capitale. Mais à Limbé, en matches de poules, les aficionados du foot féminin auront droit aux prestations du Mali, du Ghana, du Kenya et du Nigeria, tenant du titre et éternel favori de ce tournoi.

BRM

Hébergement : les capacités d'accueil pratiquement doublées au Mountain Hotel et au Parliamentarian Flats

Dans le cadre de la CAN féminine 2016, les équipes qui évolueront dans la poule A, basée dans la capitale camerounaise, n'auront que l'embarras du choix en termes de structures d'hébergement. Ils choisiront entre le très reposant Hôtel Mont Fébé, un quatre étoiles situé sur l'une des collines de la capitale ; le Hilton, l'unique cinq étoiles du pays situé en plein cœur de la capitale ; ou encore le Djeuga Palace et La Falaise, deux autres structures hôtelières qui ont pignon sur rue dans la ville de Yaoundé.
A contrario, pour héberger les équipes évoluant dans la poule B, basée à Limbé, le gouvernement camerounais a dû investir la bagatelle de 8 milliards de francs CFA pour réhabiliter et augmenter les capacités d'accueil de deux structures hôtelières de la ville de Buéa, située à 30 minutes de Limbé. C'est ainsi que le Mountain Hotel a vu ses capacités d'accueil passer de 50 à 82 chambres, sans compter les 30 chalets que compte cet hôtel. Dans le même temps, le Parliamentarian Flats Hotel, qui ne comptait que 30 chambres auparavant, s'est doté de 46 chambres supplémentaires.
A l'instar de The Atlantic Beach Hotel de Limbé, dont le nombre de chambres est passé de 26 à 48, toutes ces structures hôtelières ont vu leurs infrastructures connexes (terrains de tennis, piscine, night-club, restaurants, etc.) réhabilitées. A 60 jours du début de la compétition, ces travaux d'aménagement des structures d'hébergement devant accueillir les équipes de la poule B étaient déjà réalisés à 90%, selon les estimations faites par Quan Delila Agnes Efeti Monono, la déléguée régionale du tourisme pour le Sud-Ouest.

Des mesures de sécurité maximales dans les hôtels

Pendant la CAN de football féminin, que le Cameroun abritera au cours des mois de novembre et décembre 2016, les mesures de sécurité seront renforcées dans les établissements hôteliers du pays, afin de permettre à cette fête continentale du football féminin de se dérouler dans la sérénité, annonce le ministre d'Etat en charge du Tourisme, Maïgari Bello Bouba.

> Les mesures de sécurité seront renforcées dans les établissements hôteliers du pays, afin de permettre à cette fête continentale du football féminin de se dérouler dans la sérénité, annonce le ministre d'Etat en charge du Tourisme, Maïgari Bello Bouba.

Pour ce faire, apprend-on, une circulaire sur les mesures de sécurité applicables par les établissements hôteliers a été élaborée et adoptée avec le concours des administrations publiques en charge des questions sécuritaires. « *L'une des recommandations formulées par le chef du gouvernement, président du Conseil national du tourisme, c'est que cette circulaire soit d'application immédiate et obligatoire* », précise Maïgari Bello Bouba, sans plus de détails sur le contenu de cette circulaire gouvernementale.
Pour rappel, la compétition continentale qu'abrite le Cameroun à partir de novembre prochain se déroulera dans les villes de Limbé (région du Sud-Ouest) et de Yaoundé (région du Centre), deux localités très éloignées de la région de l'Extrême-Nord dans laquelle se sont jusqu'ici concentrées les attaques et attentats menés par la secte islamiste nigériane Boko Haram. Mais, souligne le ministre Bello Bouba, dans la mesure où la « *menace* (terroriste, ndlr) *est devenue une affaire mondiale, puisque même les grands pays en paie les frais* », le Cameroun souhaite visiblement parer à toutes les éventualités.

Mobilité : la CAN 2016 offre à la ville de Yaoundé une nouvelle compagnie de transport urbain de masse

Quant aux supporters se rendant à Limbé, ils auront droit à 250 taxis sécurisés lors de leur passage dans la ville de Douala, la capitale économique du pays.

Au mois d'août 2016, le groupement portugais Eximtrans Sarl/Irmaos Mota a été déclaré adjudicataire du contrat de partenariat avec le gouvernement camerounais en vue du financement, de la fourniture et de l'exploitation d'un système de transport urbain de masse par bus dans la ville de Yaoundé pendant la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) féminine 2016 et au-delà.

Dans un communiqué officiel, le premier ministre camerounais, Philémon Yang, a précisé que le ministre des Transports, Edgard Alain Mebe Ngo'o, était chargé, en liaison avec le délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Yaoundé, Gilbert Tsimi Evouna, d'adresser une lettre de notification officielle audit adjudicataire, lui indiquant les modalités pratiques relatives à la négociation des termes du contrat de partenariat.

Le 30 août 2016, les deux parties signaient à Yaoundé la convention de partenariat relative à ce projet, dans lequel l'entreprise portugaise investira au total 13 milliards de francs CFA. « *Il s'agit de la fourniture et de la mise en exploitation de 150 autobus climatisés. 140 d'entre eux seront dédiés au transport urbain avec une capacité de 91 places, dont 39 assises et 52 debout. Les dix autres bus de type VIP seront affectés au transport des équipes pendant la CAN féminine de novembre 2016* », a précisé le ministre des Transports.

La compagnie portugaise remplace le groupe américain Parker International Industries, qui opérait depuis 2005 sous le nom Le Bus. Cette entreprise a mis la clé sous le paillasson en mai 2015 à cause de nombreuses difficultés financières. Avec 48 véhicules au lancement de ses activités le 26 septembre 2006, sa flotte s'est ensuite réduite comme peau de chagrin, malgré les nombreuses perfusions financières de l'Etat.

DES TAXIS VAIRIFIED POUR LA VILLE DE DOUALA

La CAN féminine 2016 a également donné des idées à la Communauté urbaine de Douala. Grâce à un partenariat avec la startup locale Vairified, la supermairie de la capitale économique camerounaise lancera 250 taxis Vairified sur les routes de Douala (ville de transit pour se rendre à Limbé, où se joueront les matches de la poule B de la CAN 2016) à l'occasion de cette compétition de football. Il s'agit de taxis sécurisés, que le client peut commander en quelques minutes par l'application éponyme, à laquelle on peut avoir accès via les smartphones.

Selon les promoteurs de ce projet, ces taxis traqués par GPS « *sont accessibles à toutes les bourses grâce à une tarification abordable, qui est de 250 FCFA dans la ville* » de Douala. A la commande, les prix du service commencent à 500 FCFA pour un dépôt partagé et atteignent jusqu'à 1500 FCFA pour un dépôt classique. « *Pour ceux qui ne disposent pas de smartphones, Vairified est également disponible par appel sur les numéros 695569483 ou 681221023* », apprend-on.

BRM

Eloi Cyrille Tollo
« *Pour sauver Camair Co, réorganisons-la, rendons-la présentable et trouvons-lui rapidement un partenaire stratégique* »

Autopsie de la compagnie aérienne camerounaise avec un expert des questions de transport et ancien conseiller spécial du DG de cette entreprise.

Investir au Cameroun : Vous êtes chargé de cours à l'Université de Yaoundé I et avez été un haut cadre de Camair Co, la compagnie aérienne publique camerounaise. Celle-ci vient de voir arriver son cinquième DG, cinq ans après le lancement de ses activités en 2011. Qu'est-ce qui, selon vous, peut expliquer pareille instabilité à la tête d'une entreprise ?

Eloi Cyrille Tollo : Oui ! C'est vrai que j'ai été conseiller spécial du directeur général de la Camair Co en 2013. A mon avis, deux raisons principales expliquent l'instabilité managériale que vous évoquez à la tête de la Camair Co : l'incompétence de certains dirigeants et les batailles politiques.

En ce qui concerne le premier point, j'aimerais d'emblée rappeler que l'incompétence n'est pas le manque de connaissances. Elle est l'inadéquation entre ces connaissances et la fonction qu'un individu rempli au sein d'une organisation. Le récent limogeage de Monsieur Jean-Paul Nana Sandjo relève de ce cas. Ce type de départ peut plutôt être salutaire et nul ne peut s'en plaindre.

Dans le deuxième cas, Camair Co est aussi le terrain d'expression et d'expérimentation des batailles qui se jouent à l'intérieur du système politique camerounais. C'est ce qui explique la deuxième cause de l'instabilité managériale. Ces batailles politiques sont si violentes que le séjour des victimes est souvent très court, moins d'un an. C'est le cas de Monsieur Mathijs Boertien et de son successeur, Fréderic Mbotto Edimo, qui sont restés exactement neuf mois chacun à la tête de Camair Co.

Ils n'ont pas été limogés parce que leurs résultats étaient mauvais ou que leurs compétences étaient remises en cause, mais parce que des membres coalisés du système politique en avaient décidé ainsi. Ces derniers procèdent souvent par une instrumentalisation du personnel, du conseil d'administration et de la presse pour ternir l'image de leur victime et créer un rejet dans l'opinion. Je rappelle que Monsieur Boertien, par exemple, avait une très longue expérience et c'est sous sa direction que la Camair Co a obtenu ses meilleurs résultats financiers.

Concrètement, le chiffre d'affaires a augmenté de 15%, passant de 33,8 milliards FCFA en 2012 à 39 milliards en 2013. Dès 2014, il s'est rétracté en chutant d'abord à 29 milliards, puis 18 milliards en 2015. Matthijs Boertien a aussi réussi à baisser les coûts opérationnels de 14%. Ils sont passés de 62,7 milliards en 2012 à 54 milliards en 2013. Et plus important, le résultat net, bien que négatif, a diminué de 68%, en passant de 13 milliards en 2012 à 4,2 milliards en 2013. L'année suivante, les pertes ont explosé de 311%, pour atteindre 17,3 milliards. En 2015, elles ont atteint 567%, soit un record de

28 milliards FCFA.
Malgré les résultats exceptionnels qu'il a pu réaliser en son temps, Matthijs Boertien a été accusé de tous les maux : corruption, vol et même psychopathie. On a poussé le chef de l'Etat à le limoger. Il faut noter que pour les partenaires, qu'ils soient financiers, techniques ou commerciaux, cette instabilité à la tête de Camair Co crée de l'incertitude ; et l'incertitude est toujours génératrice de baisse de performance, car elle affecte la stratégie de l'entreprise. Il y a autant de visions, de plans qu'il y a de dirigeants. L'instabilité désoriente aussi le personnel, alors que la stabilité de l'équipe dirigeante le rassure. Pour l'instant, il y a un nouveau directeur général, souhaitons qu'il échappe au sort réservé à ses prédécesseurs.

IC : Cette valse des DG chez Camair Co n'occulte-t-elle pas en réalité des problèmes structurels et stratégiques, tels que l'absence de vision ou encore l'insuffisance des moyens techniques et financiers, dont a besoin une compagnie aérienne pour être compétitive ?
ECT : Votre question est très pertinente. Toutefois, permettez-moi de vous rassurer que sur le plan stratégique, Camair Co a une vision, des missions et des valeurs. Ceci d'autant plus qu'elles ont été établies en 2013 par l'équipe dont j'étais l'un des responsables. Quand on consulte les documents stratégiques de l'entreprise, on note que cette vision n'a pas changé. Il s'agissait de faire de Camair Co « *la compagnie aérienne leader qui relie la façade atlantique de l'Afrique au reste du monde* ».
Mais, au regard du comportement des directeurs généraux qui ont suivi, certains se sont trompés sur les ambitions et les actions à décliner pour matérialiser cette vision. Il y a un proverbe brésilien qui dit que « *si une personne rêve, c'est juste un rêve ; mais si plusieurs rêvent ensemble, c'est le début de quelque chose de nouveau* ».
J'ai l'impression que parce qu'elle est mal comprise ou non comprise du tout, cette vision est devenue un simple slogan formel.

« Deux raisons principales expliquent l'instabilité managériale que vous évoquez à la tête de la Camair Co : l'incompétence de certains dirigeants et les batailles politiques. »

Prenez le cas de Monsieur Nana Sandjo, lorsque vous lisez le plan de relance 2014-2015 qu'il a proposé, vous vous rendez vite compte qu'il y a une inadéquation entre la vision de 2013 qu'il postule et les choix opérationnels qu'il propose. Vous ne pouvez pas devenir une compagnie leader avec de vieux *Boeing* de type 757 ou alors 737-400 qui ont une moyenne d'âge de 30 ans. Cela n'a aucun sens, surtout quand on sait que l'ex-Camair a utilisé ces avions dès le début des années 80, il y a 36 ans.
Par contre, vous avez raison de dire que notre compagnie aérienne a des problèmes structurels et que les moyens mis à sa disposition seraient insuffisants. Sur ce dernier point, il conviendrait de relativiser car les faits démontrent le contraire. Les problèmes organisationnels relèvent de l'incapacité des managements successifs à établir un organigramme conforme aux standards. C'est la raison pour laquelle, depuis plus de deux ans, la Cameroon Civil Aviation Authority (CCAA) n'a plus validé les organigrammes soumis à lui par Camair Co. Lorsque vous les analysez en détail, vous remarquerez qu'il s'agit de lits de dysfonctionnements, symptomatiques des structures organisationnelles chaotiques.
C'est ce qui explique le caractère erratique des performances de cette entreprise, ainsi que tous les problèmes qu'elle rencontre sur tous les plans : maintenance, sécurité des vols, etc. C'est la raison pour laquelle le 24 juin 2016, la CCAA a suspendu les vols de la Camair Co vers l'Europe. Cette décision n'était ni exagérée ni inopportune. La preuve, son directeur général vient d'être remplacé. Si vous faite une analyse cybernétique, que les Anglo-Saxons appellent Viable System Model (VSM), qui est un outil d'analyse de la viabilité des organisations, vous vous rendrez compte que Camair Co est comme un corps dont les membres sont complètement désarticulés.
Il n'y a ni harmonie, ni concor-

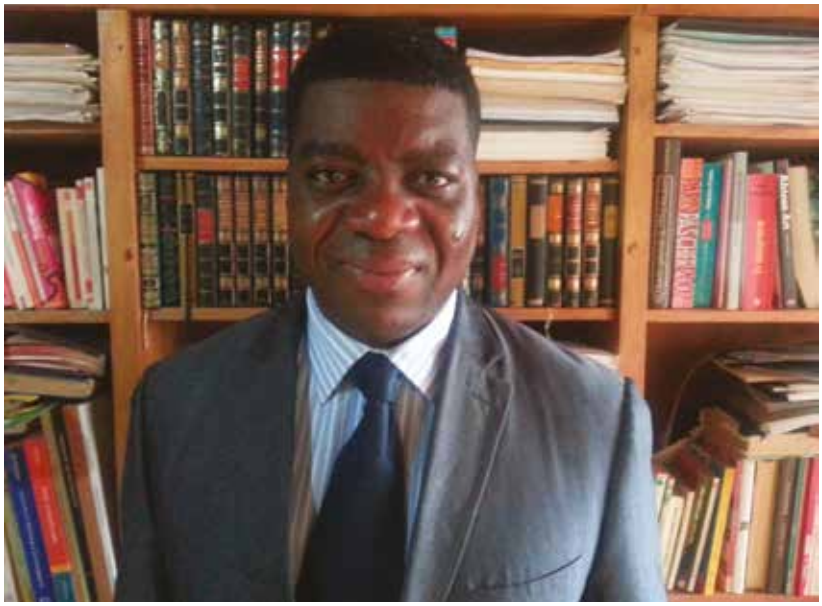
dance entre le système global et les sous-systèmes, encore moins si l'on considère les sous-systèmes entre eux. Je ne pense pas que les moyens alloués à Camair Co soient insuffisants, au contraire. En réalité, l'Etat fait des efforts considérables. Pour vous donner une idée, le gouvernement a subventionné cette entreprise à hauteur de 31 milliards FCFA entre janvier 2015 et mars 2016, soit 38% au-dessus du montant attendu.
Depuis des mois, c'est l'Etat qui paie les salaires de près de 900 employés, soit 560 millions FCFA mensuel, pour un chiffre d'affaires qui oscille entre 400 et 500 millions FCFA par mois. C'est aussi lui qui paie la maintenance des avions ou les loyers des aéronefs loués. L'Etat fait donc énormément, mais la faute revient aux dirigeants qui ne savent pas utiliser cette manne.

IC : Entre 2012 et 2014, la compagnie a officiellement enregistré des pertes cumulées de 34 milliards FCFA et un endettement d'un volume presque similaire. Depuis 2015, la situation semble s'aggraver. Qu'est-ce qui peut expliquer autant de pertes, alors que selon l'Autorité aéronautique, Camair Co est le troisième transporteur aérien sur le marché camerounais avec 11% des parts, derrière Air France (21%) et Brussels Airlines (13%) ?
ECT : Vous avez raison.
L'endettement de Camair Co est abyssal. Cette année, son déficit pourra atteindre 45 milliards FCFA.
En ce qui concerne son rang sur le marché national, j'aimerais d'abord souligner que les chiffres de l'Autorité aéronautique sont des données agrégées. En 2014, la présence de Camair Co dans le top cinq des compagnies aériennes qui opèrent au Cameroun est simplement liée au fait qu'elle détient le monopole sur le marché domestique. Aujourd'hui, si l'on retire le poids de ce segment monopolistique des statistiques, je suis certain que Camair Co ne pourrait figurer parmi les quinze premières compagnies aériennes exerçant au Cameroun.
En réalité, tout se mesure à la bonne gouvernance et à une gestion optimale. Camair Co opérant sur les trois segments de marché, l'international, le régional et le domestique, elle devrait être le leader incontesté du transport aérien au Cameroun.
Pour revenir sur les raisons qui expliquent les pertes exorbitantes que notre compagnie aérienne accumule année après année, il faut dire qu'elles sont nombreuses. La première est consubstantielle à sa mise en activité. Les dirigeants de cette période ont choisi des prestataires de luxe, dont les services coûtent très chers, comme Lufthansa Consulting ou Lufthansa Technik.
Heureusement, dès l'année 2013, certains contrats ont commencé à être revus lorsque nous nous sommes rendus compte de l'aggravation de l'effet de ciseau.
C'est ainsi que, par exemple, Ethiopian Airlines a remplacé Lufthansa Technik dans le domaine de la maintenance de la flotte.
Vous savez aussi que Camair Co est devenue une entreprise sociale, dont l'objectif n'est plus la rentabilité, mais l'atténuation des problèmes sociaux comme le chômage. C'est la raison pour laquelle vous avez près de 900 employés pour cinq avions, alors que l'activité se rapproche du néant. En comparaison, avec une flotte de huit aéronefs, Asky emploie 250 personnes. On note également que les frais généraux et les coûts d'exploitation sont extrêmement élevés. Ainsi, chaque pas que Camair Co croit décisif se transforme en pas de Sisyphe.

IC : La firme américaine Boeing a récemment soumis au gouvernement camerounais un plan de relance de Camair Co, qui met l'emphase sur le renforcement de la flotte et la multiplication de nouvelles destinations. Selon vous, cela est-il suffisant pour effectivement faire décoller la compagnie ?
ECT : Non ! La proposition de Boeing n'est pas du tout objective. Voici l'état des lieux, à moins que Boeing n'ait pas réalisé le même que nous : la flotte de Camair Co est constituée de cinq avions qui ne sont utilisés qu'à 26% de leur capacité. Ils passent donc 74% de leur temps au sol et les raisons sont nombreuses : pannes, manque de pièces de rechange, manque de pilotes, etc.
Si vous rajoutez simplement une dizaine d'avions, comme le propose Boeing, sans avoir préalablement réorganisé les activités, vous multipliez les problèmes par trois et les passagers ne reviendront toujours pas. En 2016, le taux de remplissage des avions de Camair Co est inférieur à 20%. Sans connectivité ni ponctualité, ni régularité, ni sécurité, les avions seront plus nombreux certes, les destinations aussi, mais ils voleront toujours presque vides. Si le plan de Boeing est appliqué tel quel, au lieu de lueurs, on aura très vite des leurres.

IC : A votre avis, quels autres leviers faut-il actionner pour relancer efficacement cette compagnie aérienne et la rentabiliser ?
ECT : Actuellement, la Camair Co a un chiffre d'affaires mensuel qui oscille entre 400 et 500 millions, alors que les charges s'élèvent à près de 5 milliards le mois. Il faut donc rapidement faire un *downsizing*, c'est ce que font toutes les entreprises en difficulté. D'ailleurs, les entreprises qui durent sont celles qui deviennent résilientes. Elles savent s'adapter, se repenser et changer quand surviennent des difficultés.
Le Dr Mefiro Oumarou, le nouveau PCA, a donc raison de dire qu'il faut créer une nouvelle Camair Co. Je dirais même qu'il faut créer Camair Co 2.0, c'est-à-dire une compagnie à taille réduite, moderne, qui fait la part belle aux NTIC. Une Camair Co rentable, plus attractive avec de nouveaux services, une entreprise qui met ses clients au centre de ses préoccupations. Les outils théoriques généralement utilisés pour rendre les entreprises rentables sont connus et tournent autour de la réduction drastique des coûts et de l'augmentation significative des recettes.

IC : Concrètement, quels doivent être, selon vous, les principaux axes d'une éventuelle restructuration de cette entreprise ?
ECT : La première des choses consiste à élaborer un plan de restructuration qui consacre d'abord le changement de modèle économique pour le rapprocher de ceux de l'IATA ou de l'OACI. Pour être rentable, les charges d'une compagnie aérienne, qu'elles soient opérationnelles, commerciales ou administratives, doivent correspondre à un certain pourcentage du chiffre d'affaires. Si on ne respecte pas ces ratios, il n'y a point de rentabilité à espérer. Avec le modèle actuel, les charges de Camair Co, en 2014, représentaient 190% du chiffre d'affaires. Aujourd'hui, c'est pire. Sans changement radical, cette entreprise est condamnée à la faillite juridique, puisqu'elle est déjà en situation de faillite financière. Le changement de modèle économique passe par une reconfiguration de l'entreprise à travers des outils scientifiques qui existent. comme le Business Process Reengineering. Nous avons proposé un plan de restructuration aux autorités avec une réduction des charges d'un montant de 21,5 milliards FCFA sur un an et une génération de recettes nouvelles de l'ordre de 70 milliards FCFA.
La baisse des charges passe par la rationalisation des activités, l'informatisation, la réduction de la masse salariale de moitié, celle des frais de carburant de 25%, l'internalisation de l'assistance au sol ainsi que le commissariat de bord, la baisse des frais généraux de 25%. En même temps, nous avons proposé d'augmenter les recettes de 70 milliards la première année, en réorganisant les activités commerciales autour de six *business units*, qui sont autant de centres de profit.
Il s'agit de Camair Co PAX, spécialisé dans le transport des passagers ; Camair Co Cargo, pour la gestion du fret ; Camair Co Handling, pour l'assistance au sol ; Camair Co Academy, spécialisé dans la formation aux métiers du transport aérien : pilotes, hôtesses, mécaniciens, agents spécialisés ; et enfin Camair Co Gourmet, pour ce qui concerne le *catering*.
Ce plan coûte 30 milliards FCFA et la flotte passera de cinq à neuf avions avec un effectif de 500 personnes. Si ce plan est appliqué rigoureusement, le déficit sera de 5,5 milliards FCFA la première année et on atteindra le break even point à la deuxième année, avant de dégager les premiers bénéfices à la troisième année. Vous constatez que ce plan est moins ambitieux et forcément moins coûteux que celui de Boeing, dont le coût s'élève à 327 milliards FCFA.


« Il faut créer Camair Co 2.0, c'est-à-dire une compagnie à taille réduite, moderne, qui fait la part belle aux NTIC. »

IC : Depuis sa naissance, il est prévu que 51% du capital de Camair Co soit cédé à un partenaire stratégique. N'est-il pas déjà temps d'explorer cette piste, eu égard aux performances actuelles de cette compagnie de transport aérien, qui peine visiblement à décoller ?
ECT : C'est effectivement ce qui est prévu. Puisque l'article 5 du décret du 11 septembre 2006 portant création de notre compagnie aérienne dit que « *le capital initial de la société Camair Co sera augmenté et souscrit à hauteur de 51 % par un partenaire stratégique* ». Mais, j'observe que certains responsables sont opposés à cette hypothèse et ils évoquent généralement le fait que Camair Co est un outil de fierté nationale et de souveraineté. Sauf que derrière ces arguments, d'autres considèrent cette entreprise comme un outil de rente. En ce qui me concerne, et je l'ai toujours dit, si nous voulons sauver Camair Co, réorganisons-la, nettoyons-la, rendons-la présentable et trouvons-lui rapidement un partenaire stratégique. Air France-KLM est bien actionnaire de Kenya Airways ou d'Air Côte d'Ivoire. Ces compagnies se portent mieux que la nôtre. De nos jours, aucune compagnie aérienne ne se développe toute seule. Le partenaire stratégique devra être du métier. Il nous permettra ainsi de réaliser des économies d'échelle, de développer nos projets, de conquérir de nouveaux marchés et d'intégrer l'une des trois grandes alliances qui existent, soit One World, Sky Team ou Star Alliance. Nous réglerons également définitivement le problème de connectivité qui nous pénalise énormément.

Interview réalisée par Brice R. Mbodiam

GESTION PUBLIQUE

La deuxième édition des Journées économiques camerounaises au Maroc aura lieu du 2 au 5 novembre 2016

La deuxième édition des Journées économiques camerounaises au Maroc se déroulera du 2 au 5 novembre 2016 à Casablanca, a-t-on appris au cours d'une récente réunion préparatoire de cette manifestation à caractère économique. Cette édition va permettre de mettre en lumière le savoir-faire des entreprises camerounaises dans les secteurs du BTP, de l'industrie, de la recherche scientifique ou encore des TIC.
Ces journées, qui s'articuleront autour de rencontres B to B entre opérateurs économiques des deux pays et d'une foire-exposition, sont organisées par le Centre national de promotion des échanges (CNPE) avec les concours du gouvernement camerounais et de l'ambassade du royaume du Maroc au Cameroun.
La manifestation vise à renforcer la coopération économique entre les deux pays, dont les échanges commerciaux ont atteint 51 millions de dollars (environ 25,5 milliards FCFA) en 2013, contre 24,2 millions de dollars (environ 12 milliards FCFA) en 2007 ; une augmentation de plus de 100% en six ans.

La Banque mondiale injecte 73 milliards FCFA dans le système de santé camerounais

Le gouvernement camerounais a récemment signé, avec la Banque mondiale, deux accords de financement d'un montant total d'environ 73 milliards de francs CFA, afin d'améliorer son système de santé. Il s'agit concrètement, apprend-on officiellement, d'un accord de prêt de 58 milliards de francs CFA et d'un don de 15 milliards de francs CFA.
Ces fonds serviront au financement du Projet de renforcement de la performance du système de santé (PRPSS) qui, selon les autorités camerounaises, vise à améliorer substantiellement la santé maternelle et infantile dans le pays.
A en croire la directrice des opérations de la Banque mondiale pour les pays de la Cemac, ces fonds permettront concrètement d'appuyer la mise en œuvre du financement basé sur la performance (FBP).
Il sera principalement question, souligne le ministre de la Santé, André Mama Fouda, de primer les formations sanitaires qui auront réalisé le plus d'accouchements sans mortalité ainsi que les hôpitaux qui s'illustreront par des taux de vaccination de l'ordre de 90%.

Après le départ du Français Sofrepost, l'opérateur postal public Campost revoit les grilles de salaire des cadres

L'ex-management français de CAMPOST s'octroyait des salaires jugés exorbitants par le nouveau DG de l'entreprise, inspecteur d'Etat dans le civil.

Les salariés de la Cameroon Postal Services (Campost) ont eu des soucis salariaux durant les mois de juillet et d'août derniers. C'est du moins ce que révèle un communiqué officiel ayant sanctionné un conseil d'administration de cette entreprise publique tenu les 30 et 31 août derniers à Yaoundé.

Charges insoutenables

Ce document officiel révèle en effet que le conseil a « *instruit le directeur général de payer le complément de salaire du mois de juillet 2016, ainsi que les salaires des mois d'août et de septembre, sur la base de la convention d'entreprise de Campost de 2014, du reste dénoncée* ». Selon nos sources, le nouveau DG de Campost, inspecteur d'Etat dans le civil, a, dès son arrivée à la tête de cette entreprise, trouvé exorbitants les salaires pratiqués par le management français de Campost. Ces rémunérations, selon lui, n'obéissent ni aux lois et règlements régissant les entreprises publiques au Cameroun, ni au statut de Campost. Autant de pratiques qui, a soutenu le DG devant le conseil, ont contribué à rendre « *insoutenables les charges de personnel* ». Une analyse à laquelle a adhéré le conseil d'administration.

Nouvelle grille

En effet, bien qu'ayant autorisé que cette grille salariale à problèmes soit respectée jusqu'en septembre 2016, cet organe social de Campost a dénoncé ladite grille et a adopté une nouvelle grille salariale et d'autres avantages du personnel, qui seront applicables dès le mois d'octobre 2016, souligne le communiqué susmentionné. En même temps que la nouvelle grille salariale et les avantages qui seront certainement inférieurs à ceux pratiqués auparavant, apprend-on, le conseil d'administration de Campost a également décidé de réviser « *à la baisse les allocations du directeur général et du directeur général adjoint* ». Un audit des ressources humaines de l'entreprise a également été prescrit.

En même temps que la nouvelle grille salariale et les avantages qui seront certainement inférieurs à ceux pratiqués auparavant, apprend-on, le conseil d'administration de Campost a également décidé de réviser « *à la baisse les allocations du directeur général et du directeur général adjoint* ».

Trou de caisse

Pour rappel, avant la nomination de Pierre Kaldadak au poste de DG en juillet 2016, Campost était dirigée par une équipe de la Sofrepost depuis 2010, dans le cadre d'un contrat d'assistance technique signé entre cette entreprise française et le gouvernement camerounais.

Avant Sofrepost, c'est le cabinet canadien Tecsult International Ltd qui avait présidé aux destinées de la Campost entre 2007 et 2009 dans le cadre d'un contrat similaire, lequel s'était malheureusement soldé par un trou de caisse de 2 milliards de francs CFA.

BANQUE & FINANCE

Le Ministère des finances accuse la Société Panafricaine de Placement et d'Investissement Participatif d'activité illégale

Le ministre camerounais des Finances (MINFI), Alamine Ousmane Mey (photo), vient de rendre public un communiqué dénonçant la Société Panafricaine de Placement et d'Investissement Participatif, accusée d'exercer dans l'illégalité dans les villes de Douala et de Yaoundé.

Selon ce membre du gouvernement, cette entreprise, qui n'est pas « agréée », procède en toute illégalité à la collecte d'importants dépôts auprès du public pour des placements qu'elle promet de rémunérer au taux irréaliste de 10% par mois, ce qui fait 120% par an.

Aussi, le MINFI, qui représente l'autorité monétaire au Cameroun, attire-t-il « *l'attention du public sur les risques à effectuer des opérations avec cette structure, qui ne dispose ni d'un agrément d'établissement de microfinance, ni de celui d'établissement de crédit, encore moins de celui d'organisme de placement ou d'investissement* ».

Les fonds disponibles pour financer l'immobilier au Cameroun couvrent à peine 10% de la demande, selon le Crédit foncier

Le manque de financement est parmi les obstacles majeurs au développement du secteur de l'immobilier au Cameroun. Selon les experts du Crédit foncier, la banque de l'habitat du pays, les fonds disponibles couvrent à peine 10% de la demande, qui est sans cesse croissante.

Ce constat vient d'être fait au sortir d'un colloque de deux jours sur le financement de l'immobilier, au cours duquel les contraintes environnementales et la compétence des professionnels ont également été citées parmi les freins à la production massive de logements au Cameroun.

Pour rappel, le déficit en logements dans le pays est officiellement estimé à 1,3 million d'unités. En 37 ans, le Crédit foncier du Cameroun a octroyé des crédits d'un montant total de 261 milliards de francs CFA, ce qui a permis de construire 69 500 logements et d'aménager plus de 15 700 parcelles constructibles.

Afin de contribuer au desserrement de l'étau du financement autour des promoteurs immobiliers, le gouvernement camerounais a déjà décidé, dans la Loi de finances 2016, d'exonérer de TVA (19,25%) les intérêts sur les prêts immobiliers ainsi que les transactions sur les logements sociaux.

La COBAC prononce la fin officielle du régime de l'administration provisoire à la Commercial Bank of Cameroon

La restauration des organes sociaux de la CBC met fin à une administration provisoire qui aura duré sept ans.

Le ministre camerounais des Finances, Alamine Ousmane Mey, a rendu public le 14 septembre 2016 un communiqué annonçant la fin officielle du régime de l'administration provisoire à la Commercial Bank of Cameroon (CBC). Ainsi en ont décidé (depuis le 9 septembre dernier) les autorités de la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC), le gendarme de ce secteur dans la zone Cemac, souligne le ministre Ousmane Mey.

Cette levée du régime de l'administration provisoire ouvre la voie à la prise de fonction du nouveau directeur général de cette institution bancaire, Léandre Djummo en l'occurrence, désigné à ce poste le 6 mai 2016. C'était au sortir d'une session du conseil d'administration de la CBC, qui a également plébiscité Jean Elisé Gouater pour le poste de DGA. En outre, le conseil d'administration de la CBC sera désormais présidé par Alfred Tiki, ancien administrateur provisoire d'Amity Bank. Cette autre banque camerounaise en difficulté a finalement été reprise par le groupe ivoirien Banque Atlantique, malgré une décision de la Cour commune de justice de la Cemac dénonçant cette transaction avec le gouvernement camerounais.

Sept ans

La restauration des organes sociaux de la CBC, dont les nouveaux dirigeants viennent d'être agréés par la COBAC, met fin à une administration provisoire qui aura duré sept ans. Cette période a d'ailleurs été ponctuée par une plainte encore en cours contre le premier administrateur provisoire, Martin Luther Njanga Njoh, accusé de détournement de fonds et d'avoir perçu des salaires et des avantages jugés faramineux ou indus. La restructuration de cet établissement de crédit, déclenchée le 28 janvier 2013 pour une période de six mois, a quant à elle été prorogée à six reprises.

Pour rappel, la banque, créée par le milliardaire camerounais Victor Fotso, avait été placée sous administration provisoire en 2009, au terme d'un contrôle de la COBAC. Le gendarme du secteur bancaire dans la zone Cemac avait décelé des écarts dans la gestion de cet établissement de crédit, notamment la dilapidation des fonds propres imputée à Yves Michel Fotso, fils de l'actionnaire majoritaire.

> Le conseil d'administration de la CBC sera désormais présidé par Alfred Tiki, ancien administrateur provisoire d'Amity Bank.

En avril 2014, au bout de deux tours de table boudés par ses actionnaires historiques, qui ont toujours dénoncé « *une tentative d'expropriation* », la CBC a été recapitalisée à hauteur de 12 milliards de francs CFA, dont près de 10 milliards de francs CFA injectés par l'Etat du Cameroun, qui contrôle désormais 98% des actifs de cette ancienne banque privée.

Squares Union : « *Le transfert d'argent vers le Cameroun est au prix unique de 5,99 dollars* »

« Nous avons donc l'ambition de couvrir toute l'Afrique et, dans un futur proche, l'Europe. »

Entretien avec Isabelle Quintard, l'une des responsables de cette entreprise de transfert d'argent et de paiement à distance dont le cœur de cible est le Cameroun.

***Investir au Cameroun* : Pouvez-vous brièvement présenter la startup Squares Union ?**
Isabelle Quintard : Squares Union est une startup spécialisée dans les transactions financières, le paiement à distance des factures (hôpitaux, épicerie, pharmacie, etc.) et la recharge téléphonique. Nous disposons des autorisations du marché financier pour mener nos activités. Nous avons donc développé une plateforme Internet utilisable sur ordinateur, smartphone et tablette. Notre plateforme est donc simple, rapide et sécurisée.
Nous sommes présents au Canada et au Cameroun, dans différentes villes telles que Douala, Yaoundé, Bafoussam, Bamenda, Bagangté, Dschang et Kribi. Pour permettre le retrait des fonds au Cameroun, nous disposons de plusieurs points de retrait. Nous avons plusieurs structures de microfinance et autres coopératives partenaires. Il s'agit notamment du FODEC, de la FIGEC et prochainement de la CCA. Nous souhaitons, par la suite, ouvrir de nouveaux points de retrait au Cameroun, afin de couvrir tout le pays. Nous allons aussi prochainement nous ouvrir à la Côte d'Ivoire et, par la suite, nous souhaitons ouvrir au Sénégal et au Togo. Nous avons donc l'ambition de couvrir toute l'Afrique et, dans un futur proche, l'Europe.

***IC* : Vous êtes basés au Canada. Quelles sont les raisons qui ont conduit Squares Union à déployer ses activités vers le Cameroun ?**
IQ : C'est le fait que les trois cofondateurs sont originaires du Cameroun, ils ont donc fait face au problème du coût élevé des opérations de transfert d'argent.

***IC* : Concrètement, qu'offrez-vous comme prestations à vos partenaires au Cameroun ?**
IQ : Nous avons conclu des contrats avec nos partenaires, afin qu'ils puissent ouvrir des points de retrait. La prestation est donc une prestation financière, une rétribution de notre activité.

***IC* : Sur le volet transfert d'argent sur lequel vous intervenez, l'on retrouve déjà des mastodontes tels que MoneyGram, Western Union, World Remit, qui opère sur le transfert digital, et même Afrimarket, qui permet des transferts *cash to goods* de la diaspora africaine. Qu'offrez-vous de particulier par rapport à ces gros bonnets du marché du transfert d'argent ?**
IQ : Nous nous différencions de nos concurrents par notre prix. Tout d'abord, le coût du transfert est de 5,99 dollars pour tous les montants allant de 0 à 1000 dollars. Notre prix est donc fixe, alors que nos concurrents pratiquent des prix variables, en fonction du montant du transfert à effectuer. Ensuite, notre plateforme est simple à utiliser, rapide et sécurisée. Du coup, vous pouvez faire des transferts 24h/24 et 7j/7 n'importe où depuis votre ordinateur, tablette ou smartphone. Vous n'avez pas besoin de vous déplacer.

***IC* : Quel est, de nos jours, le poids de vos activités au Cameroun dans le portefeuille global de votre startup ?**
IQ : Le poids de nos activités au Cameroun dans notre portefeuille est important car, comme je vous l'ai dit précédemment, pour le moment, nous ne sommes ouverts qu'au Canada et au Cameroun. A ce jour, notre activité est en expansion. Mais, nous souhaitons encore développer notre visibilité au Cameroun, afin de répondre au mieux aux besoins des ménages. Au Canada également, nous essayons de participer le plus possible auprès d'associations camerounaises.

Interview réalisée (en ligne) par Brice R. Mbodiam

Les transferts d'argent de la diaspora camerounaise ont culminé à 585 milliards de francs CFA en 2015

Les fonds transférés par les membres de la diaspora camerounaise vers leur pays d'origine ont culminé à 1,2 milliard de dollars US en 2015, soit près de 585 milliards de francs CFA, a annoncé la société britannique WorldRemit, qui précise dans son communiqué qu'elle tient cette statistique de la Banque mondiale.

Calculette en main, ce chiffre représente environ 33% du budget d'investissement public (BIP) du pays pour l'année 2016 (1500 milliards FCFA), plus de 60% des financements nécessaires pour l'implémentation du Plan d'urgence triennal du gouvernement camerounais (900 milliards de FCFA), ou près de 120% des financements recherchés pour la construction, en gestation, du barrage de Natchigal (400 milliards de FCFA), d'une capacité de 400 MW.

Besoins élémentaires

Sur une période de deux ans, ces transferts de la diaspora camerounaise ont plus que doublé, puisqu'ils étaient de seulement 218,7 milliards de francs CFA en 2013, contre 181 milliards de francs CFA en 2009, selon les statistiques de la division de la balance des paiements du Ministère des finances. A en croire cette dernière source, jusqu'en 2013, la zone Cemac était le principal point de départ de ces transferts de la diaspora camerounaise avec 38% des envois enregistrés cette année-là, contre 27% pour la France, 15% pour les Etats-Unis et 20% pour le reste du monde. Ces fonds, apprend-on, servent majoritairement à assouvir les besoins élémentaires des familles restées au pays.

Concurrence farouche

« *Ces transferts d'argent depuis l'étranger jouent un rôle prépondérant pour l'économie du Cameroun* », souligne WorldRemit, qui vient de lancer son service de transfert d'argent digital dans le pays grâce à un partenariat avec la filiale camerounaise du groupe bancaire ivoirien Banque Atlantique.

Ce dynamisme observé sur le segment du transfert d'argent par la diaspora camerounaise, laquelle compte en son sein 40% de la main d'œuvre hautement qualifiée du pays selon des sources autorisées, justifie l'intérêt croissant pour le Cameroun des opérateurs de transfert d'argent. En effet, à côté des nouveaux arrivants sur ce marché que sont WorldRemit et Afrimarket (transferts cash to goods), les mastodontes tels que MoneyGram et Western Union se livrent une concurrence farouche sur le marché camerounais depuis quelques années.

Mais à côté d'eux, il faut désormais compter l'opérateur local Express Union, leader du transfert domestique qui a étendu son réseau à l'Afrique de l'Ouest et à la zone Cemac, espace communautaire duquel part environ 38% des transferts d'argent de la diaspora camerounaise.

Coûts des transactions

Selon l'ONG internationale PlaNet Finance, le volume des transferts d'argent effectués par l'ensemble de la diaspora africaine pourrait être plus élevé que son niveau actuel si les coûts des transactions diminuaient. Aussi cette ONG a-t-elle lancé, en octobre 2013, l'Initiative postale d'amélioration des transferts d'argent des migrants vers l'Afrique, avec le concours de l'Union postale universelle (UPU), sur financement de l'Union européenne.

Cette initiative, d'une durée de 36 mois, vise à rendre moins chers les transferts d'argent de la diaspora africaine lorsqu'ils sont effectués via le réseau des services postaux publics. L'ambition, au terme du projet, est de réduire ces coûts de 30% et, par conséquent, de multiplier les volumes de ces transferts.

AGRICULTURE

Le Cameroun se dote de quatre laiteries dans sa partie septentrionale

Le gouvernement camerounais, dans le cadre du Programme d'amélioration de la productivité agricole, notamment de son volet d'appui au développement de la filière laitière, achève actuellement la construction de quatre laiteries dans la partie septentrionale du pays, a-t-on appris de bonnes sources.
Ces unités sont dotées d'une capacité de production cumulée d'environ 8000 tonnes de lait par jour. Elles permettent également de produire des dérivés tels que le fromage ou le yaourt.
Les laiteries de Ngaoundéré, Maroua, Meiganga et Garoua, qui permettent un meilleur épanouissement socio-économique des éleveurs de la partie septentrionale du pays, ont officiellement coûté 1 milliard de francs CFA au Trésor public camerounais.
Pour rappel, le lait figure parmi les produits alimentaires les plus importés sur le territoire camerounais.
Selon les statistiques officielles, ces

importations ont coûté 31 milliards de francs CFA en 2015.
A en croire le Ministère de l'élevage, le pays accuse un déficit de production de plus de 170 000 tonnes par an, puisque la production nationale culmine à environ 125 000 tonnes seulement, pour une demande estimée à 297 000 tonnes.
A l'origine de cette situation, soulignent les experts, le faible rendement des espèces de vaches utilisées par les producteurs, l'enclavement des principaux bassins de production, etc.

Le Cameroun a importé 1,388 million de tonnes de produits alimentaires en 2015

Selon l'Autorité portuaire nationale (APN), les denrées alimentaires ont été les marchandises les plus importées sur le territoire camerounais au cours de l'année 2015.
En effet, avec 1,388 million de tonnes importées, ces produits ont même damé le pion aux hydrocarbures (1,294 million de tonnes) et au clinker (1,323 million de tonnes).
Comme à l'accoutumée, le riz, qui était encore exonéré de droits de douane jusqu'en décembre 2015, a été le principal produit alimentaire importé au Cameroun en 2015, avec des cargaisons qui ont atteint 729 822 tonnes.
Dans le même temps, le sel de cuisine affiche des importations globales de 139 572 tonnes, contre 217 140 tonnes pour le poisson congelé et 301 510 tonnes pour divers « *autres produits alimentaires* ».
Toutes ces importations de produits alimentaires, qui engloutissent des centaines de milliards de francs CFA chaque année, permettent de résorber les déficits de production observés dans presque tous les segments des activités agro-pastorales et industrielles du Cameroun, pays dont les multiples potentiels sont pourtant reconnus.

Le CICC va lancer son fonds de garantie des crédits aux cacaoculteurs, déjà nanti de 400 millions FCFA

Le Conseil interprofessionnel du cacao et du café (CICC) a organisé les 28 et 29 septembre 2016 à Yokadouma, grand bassin de production de la région de l'Est du Cameroun, un atelier de sensibilisation des producteurs de cacao à l'importance et à la bonne tenue du livret de producteur. Il s'agit, a-t-on appris au cours des assises de Yokadouma, d'un document faisant office de carte d'identité du producteur, dans le sens qu'il contient des informations sur le producteur, son organisation coopérative, son itinéraire et son volume de production, ses traitements phytosanitaires ou encore les superficies des plantations exploitées. Au CICC, l'on souligne que le livret du producteur de cacao sera surtout l'élément clé de la documentation à fournir aux institutions financières afin de pouvoir obtenir des financements garantis par le fonds mis en place à cet effet par le CICC. « *La sensibilisation des producteurs à la nécessité de bien tenir leur livret est une étape décisive dans l'opérationnalisation de notre fonds de garantie. Ce document, en plus de déterminer l'éligibilité du producteur aux financements, permettra surtout de déterminer le niveau de crédit susceptible d'être octroyé à un producteur donné* », explique un cadre de l'interprofession cacao-café. Pour rappel, afin de réduire les difficultés d'accès des producteurs de cacao et de café du Cameroun aux financements, le CICC a mis en place un fonds de garantie, afin de partager le risque avec les institutions financières devant octroyer lesdits crédits. Nanti à hauteur de 100 millions de francs CFA chaque année, ce fonds, dont le CICC peaufine actuellement l'opérationnalisation, pèse déjà 400 millions de francs CFA, apprend-on officiellement.

Le Cameroun a exporté 152 384 tonnes de bananes à fin juillet 2016, en baisse de 5000 tonnes par rapport à 2015

A fin juillet 2016, les producteurs de bananes ont exporté 152 384 tonnes au total, révèle l'Association bananière du Cameroun (ASSOBACAM). Cette performance est en baisse d'environ 5000 tonnes comparée aux 157 377 tonnes exportées sur la même période au cours de l'année 2015.

Ce recul des performances est davantage imputable à la CDC, l'agro-industriel public et second employeur du pays après l'Etat, dont les exportations sont en baisse de plus de 10 000 tonnes par rapport à fin juillet 2015.

En effet, cette société d'Etat, qui a suspendu son activité de commercialisation de la banane hors standard cette année, n'a globalement exporté que 61 010 tonnes sur les sept premiers mois de 2016, contre 71 789 tonnes à fin juillet 2015.

Les exportations de bananes du Cameroun continuent d'être dominées par la société des Plantations du Haut Penja (PHP), filiale de la Compagnie Fruitière de Marseille. Selon l'ASSOBACAM, cette entreprise a assuré plus de 40% des exportations camerounaises à fin juillet 2016, avec 85 473 tonnes, contre 92 874 tonnes au cours de la même période en 2015, soit une baisse de 7401 tonnes.

Le chiffre d'affaires du groupe français Rougier chute de 8,5% au premier semestre 2016

Rougier, l'exploitant forestier français, a vu son chiffre d'affaires (52 milliards de francs CFA) chuter de 8,5% au Cameroun au cours du premier semestre 2016. *Le Quotidien de l'Economie*, qui vient de révéler cette information, cite des sources officielles.
Cette décroissance, résultant de la baisse d'activité qui a été particulièrement marquée au deuxième trimestre 2016 (baisse de plus de 3 milliards de francs CFA du chiffre d'affaires par rapport à la même période en 2015), est la conséquence, soutient le groupe forestier français, de la baisse de la demande sur les marchés asiatiques, notamment en Chine.
Egalement présent au Gabon et au Congo, Rougier est parmi les plus grands exploitants forestiers au Cameroun, avec environ 600 000 hectares de forêts sous gestion.
A côté de l'exploitation forestière, ce groupe peaufine actuellement, en collaboration avec l'ONG WWF, un projet visant à structurer la commercialisation de certains produits forestiers non ligneux (mangues sauvages et ndjansang), afin de contribuer à l'augmentation des revenus des populations riveraines des forêts exploitées dans la localité de Mbang, dans la région de l'Est du Cameroun. Ce projet est une retombée du Global Forest & Trade Network (GFTN), qui est présenté comme étant « *une des initiatives phares du WWF pour promouvoir la bonne gestion forestière et le commerce responsable* ».

Avec *River*, son yaourt au soja, la société agroalimentaire Camlait décroche le Grand Prix Award de la marque OAPI

L'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) a décerné, le 13 septembre 2016 à Yaoundé, le tout premier Grand Prix Award de la marque OAPI au *River*, un yaourt fait à base de soja produit par la société camerounaise Camlait. Ce prix, fruit d'un concours que l'OAPI a lancé cette année en partenariat avec le Groupement Interpatronal du Cameroun (GICAM), récompense un produit ou un service à forte réputation dans le pays.
River est le fruit de la décision prise par les responsables de Camlait de diversifier la gamme de yaourts produite par cette unité agroalimentaire, en privilégiant des matières premières locales telles que le soja en lieu et place du lait importé. Pour ce faire, a-t-on appris officiellement, la Camlait a dû investir 3 milliards de francs CFA dans la construction d'une usine adaptée.
Dans le cadre du concours susmentionné, la société de microfinance Crédit du Sahel, très active dans la partie septentrionale du Cameroun, avec un encours de crédits estimé à 12 milliards de francs CFA en 2015, a reçu le prix de la meilleure marque locale, qui récompense une entreprise ayant développé un produit ou un service ayant contribué au développement socio-économique d'une région camerounaise.

La chute des prix du caoutchouc et de l'huile de palme incite la CDC à lorgner vers le maïs, le manioc et le poivre

La Cameroon Development Corporation (CDC), entreprise agro-industrielle publique qui exploite le palmier à huile et l'hévéa dans la région du Sud-Ouest du pays, devrait bientôt se lancer dans la production du maïs, du manioc ou encore du poivre. Le top management de cette entreprise, deuxième employeur du pays après l'Etat, vient de recevoir du conseil d'administration de la CDC des instructions allant dans ce sens.
Le maïs, le manioc et le poivre sont privilégiés dans le cadre de la diversification de la production de la CDC puisque, souligne le communiqué ayant sanctionné le conseil d'administration tenu les 9 et 10 août derniers, ces produits sont non seulement « *à cycle court* », mais aussi « *directement rentables* ».
Ce choix, apprend-on, devrait permettre à la CDC de redresser rapidement la barre de son cash flow, qui est actuellement dans « *une situation critique* », ceci à cause, souligne le conseil d'administration, de la chute drastique des cours mondiaux du caoutchouc et des prix de l'huile de palme sur le marché local.
A titre d'exemple explique l'entreprise, alors qu'il était vendu entre 2500 et 3000 francs CFA le kilogramme jusqu'en 2012, le prix du caoutchouc sur le marché international culmine aujourd'hui entre 700 et 800 francs CFA seulement.
Dans le même temps, alors que le coût de production du litre d'huile de palme est de 602 francs CFA à la CDC, cette unité agro-industrielle est obligée de céder la même quantité du produit, sur le marché local, à 450 francs CFA le litre, prix homologué par les pouvoirs publics « *depuis 2008* » ; d'où les « *pertes très importantes* », enregistrées depuis quelques temps par cette entreprise.

Le Cameroun relance son Programme national de vulgarisation et de recherche agricole

Le Programme national de vulgarisation et de recherche agricole (PNVRA), jadis parmi les plus importants du Ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER), va relancer ses activités après quelques années d'hibernation. C'est ce qui ressort d'une réunion tenue le 9 septembre dernier à Yaoundé, la capitale camerounaise.
Cette rencontre a permis aux responsables nouvellement nommés à la tête de ce programme de se voir détailler leur feuille de route, qui se résume à faire du programme « *plus que par le passé, un véritable outil de vulgarisation de la recherche agricole et des techniques appropriées aux meilleurs rendements* », a résumé le représentant du Ministère de l'agriculture à cette réunion.
Pour rappel, le PNVRA est un dispositif d'appui-conseil piloté par le Ministère de l'agriculture et du développement rural et le Ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales. Son objectif global est l'amélioration durable de la productivité des exploitations agro-pastorales et halieutiques, ainsi que des revenus des producteurs.

MINES

Le secrétariat permanent du processus de Kimberly aidera à sortir l'or camerounais du maquis

En plus de garantir la traçabilité des diamants bruts produits au Cameroun, le secrétariat permanent chargé du suivi du processus de Kimberly dans le pays vient de recevoir du gouvernement camerounais la mission d'assurer également la traçabilité de l'or produit localement. L'information a été révélée au cours d'une concertation organisée du 15 au 17 septembre 2016 à Bertoua, capitale de la région de l'Est, la plus prolifique en minerais du pays.
Cette décision des autorités camerounaises devrait permettre d'aider à la canalisation de l'or camerounais vers les circuits formels. En effet, à ce jour, apprend-on officiellement, environ 80% des 100 kg d'or produits dans le pays chaque année est vendu à des trafiquants.
De plus, les exploitants miniers, afin de minimiser les volumes des taxes à verser au Trésor public, adoptent divers subterfuges pour dissimuler les véritables quantités produites. Cette dissimulation, selon différents rapports, se fait grâce aux « *séances de lavage nocturne* », instaurées par certaines sociétés minières, opérations au terme desquelles l'or recueilli nuitamment est embarqué vers des destinations inconnues.
A la suite d'une découverte effectuée en juillet dernier par une brigade minière dans la localité de Ndokayo, dans la région de l'Est, un pan de voile a été levé sur le moyen utilisé par les exploitants miniers pour convoyer les cargaisons d'or non déclarées. En effet, à ce poste de contrôle, les éléments de la brigade minière ont découvert des sachets contenant de l'or dissimulés dans des bouteilles de gaz domestique.

Le Cameroun a doublé à environ 6000 carats sa production de diamants bruts en 2015

Selon le secrétariat permanent du processus de Kimberly, la production des diamants bruts au Cameroun a avoisiné 6000 carats au cours de l'année 2015. Cette production double celle de l'année 2014, au cours de laquelle elle avait culminé à 3000 carats, à en croire la même source. Si producteurs et exportateurs ont pu tirer profit de la valeur actuelle de ces pierres précieuses sur le marché mondial, le Trésor public camerounais, selon le secrétariat permanent local du processus de Kimberly, a pu seulement gagner 73,4 millions de francs CFA au titre de diverses taxes.

Comparé à des pays de l'Afrique centrale tels que la République Centrafricaine ou encore la RDC, le Cameroun demeure un petit producteur de diamants. Mais, le pays regorge d'un potentiel énorme, grâce au gisement de Mobilong, mis en évidence dans la région de l'Est du pays par la société C&K Mining. Même si le potentiel de ce gisement est controversé depuis 2010, plusieurs experts des questions minières s'accordent à reconnaître que Mobilong abrite un gisement diamantifère parmi les plus importants au monde.

Afin de mettre un terme à la polémique autour du potentiel de ce gisement, le ministre camerounais des Mines, Ernest Gwaboubou, a récemment annoncé le lancement des opérations de réévaluation.

En effet, depuis l'année 2010, C&K Mining, qui a depuis fin 2014 cédé ses actifs sur le projet Mobilong à un investisseur sino-américain, est accusé d'avoir surévalué le potentiel de ce gisement diamantifère (736 millions de carats dans un premier temps, soit cinq fois la production mondiale), alors présenté comme étant le plus important au monde. Il s'avéra finalement que cette surévaluation avait été faite uniquement

à des fins de spéculation boursière (après l'annonce, le titre C&K Mining avait grimpé à la Bourse de Séoul, multipliant son cours par 4,6 en seulement 16 jours), puisqu'une seconde évaluation du même explorateur ramena le potentiel du gisement de diamant de Mobilong à 420 millions de carats, bien que la partie conglomératique n'ait pas encore connu de véritable évaluation jusqu'ici.

TRANSPORTS

Les transporteurs camerounais appelés à la rescousse pour atténuer la flambée des prix des produits de grande consommation en RCA

Les transporteurs centrafricains invitent le gouvernement de Bangui à œuvrer pour la modification de la convention de transport liant ce pays au Cameroun, afin d'offrir plus de marge de manœuvre aux transporteurs camerounais sur le sol centrafricain.
En effet, a-t-on appris au sortir d'une récente réunion de concertation entre les syndicats des transporteurs et le ministre centrafricain du Commerce, l'interdiction réglementaire faite aux transporteurs camerounais de travailler à l'intérieur du territoire centrafricain (et vice versa) est à l'origine du renchérissement des prix des produits de grande consommation en RCA. Aussi, les transporteurs de la RCA souhaitent-ils que cette mesure, arrêtée par les responsables des questions de transport des les deux pays, soit abrogée.
Selon les tenants de cette thèse, une fois à Bangui, plusieurs camions appartenant à des transporteurs camerounais sont bloqués dans la capitale centrafricaine en attendant que les transporteurs locaux, dont le parc est réduit, prennent le relais de la distribution des cargaisons, ainsi transportées jusqu'à Bangui, vers l'intérieur du pays .
Cette mobilisation prolongée des camionneurs camerounais à Bangui raréfie les camions sur le corridor Douala-Bangui, ce qui renchérit les coûts du transport et, par conséquent, ceux des marchandises une fois sur le sol centrafricain.
A en croire les transporteurs centrafricains, en autorisant les camionneurs camerounais à assurer la desserte des villes intérieures de la RCA, le gouvernement centrafricain améliorera la rotation des camions entre le corridor Douala-Bangui et l'intérieur du pays et contribuera ainsi à la réduction des coûts du transport et des marchandises.

Patrice Melom : « *Le port de Kribi est un nouveau-né et les instructions que nous avons reçues sont de le rendre opérationnel au plus vite* »

En visite sur les installations du port de Douala le 14 septembre 2016, le directeur général du Port autonome de Kribi (PAK), l'entreprise publique qui va gérer le premier port en eau profonde du Cameroun, a annoncé qu'il s'emploie à rendre cette nouvelle infrastructure portuaire « *opérationnelle au plus vite* ».
Aussi, a déclaré Patrice Melom, « *nous avons pensé qu'une des premières choses à faire était de venir voir notre sœur aînée, plus expérimentée* ».
Une visite qui avait pour objectif, a souligné le DG du PAK, de s'« *imprégner des réalités du milieu portuaire et de prendre la mesure des défis qui nous interpellent désormais* ».
Pour rappel, le port en eau profonde de Kribi, dont les travaux de la première phase sont achevés depuis plusieurs mois, lancera ses activités avec deux terminaux : l'un à conteneurs et l'autre polyvalent. Cette nouvelle infrastructure portuaire, dont la mise en service est attendue pour cette année 2016, dispose du plus important tirant d'eau sur la côte ouest-africaine.
Construit par la société CHEC, grâce à un financement d'Eximbank China, le port en eau profonde de Kribi, situé dans la région du Sud du Cameroun, sera opéré par des consortiums franco-chinois et franco-camerounais, respectivement conduits par Bolloré Transport & Logistics et Necotrans.

Le trafic au port de Douala a connu une augmentation de 4,1% au cours de l'année 2015

Les volumes de marchandises exportées et importées via le port de Douala, situé dans la capitale économique du Cameroun, ont atteint 11,3 millions de tonnes à fin décembre 2015, apprend-on dans un communiqué officiel de l'Autorité portuaire nationale (APN). Ce volume est en hausse de 4,1% par rapport aux 10,8 millions de tonnes manutentionnées au cours de l'année 2014.
Selon l'APN, les performances de ce qui est encore la plus importante infrastructure portuaire du Cameroun auraient pu être plus importantes, n'eussent été « *les répercussions* » qu'a eu, « *sur l'activité des ports* », « *la situation économique mondiale, qui a considérablement varié d'un pays à l'autre, avec un impact significatif sur le commerce international* ».

Pour rappel, selon l'aveu même de l'APN, le port de Douala a une capacité de 10 millions de tonnes, qui est désormais largement dépassée. Pour pallier cette situation, le gouvernement a construit le port en eau profonde de Kribi, dont la mise en service est attendue pour cette année 2016. A en croire les experts, ce nouveau port est doté du plus grand tirant d'eau sur la côte ouest-africaine.

Un millier d'employés de Bolloré Transport & Logistics ont participé au Marathon Day à Douala

Plus d'un millier d'employés au Cameroun du groupe Bolloré ont participé, ce 22 septembre 2016 dans la ville de Douala, la capitale économique du pays, à une marche sportive sur 7 km baptisée Marathon Day. L'information est révélée dans un communiqué officiel rendu public par la direction de la région golfe de Guinée de ce groupe français de logistique, adjudicataire de concessions ferroviaires et portuaires au Cameroun.
« *Le Marathon Day est un événement parrainé par Cyrille Bolloré, président de Bolloré Transport & Logistics, qui privilégie les valeurs de cohésion sociale, de solidarité et d'esprit d'équipe. Aussi, la présidence s'est-elle engagée à verser de l'argent à une association caritative en fonction du nombre de participants au marathon* », précise le groupe.
Cette première édition du Marathon Day, souligne Mohamed Diop, le directeur régional de Bolloré Transport & Logistics pour le golfe de Guinée, est la toute première à être organisée sous les « *couleurs de notre nouvelle identité visuelle dans notre région et marque de façon solennelle la projection vers l'extérieur de la nouvelle marque* ».
Pour rappel, c'est depuis le 1er juillet dernier que la filiale au Cameroun du logisticien français Bolloré Africa Logistics a officiellement changé de nom pour devenir Bolloré Transport & Logistics Cameroun. Cette mutation obéit à la décision, prise par les dirigeants de ce groupe, de réunir leurs activités dans les secteurs du transport et de la logistique sous une marque unique, avait-on appris dans un communiqué officiel publié le 30 mars 2016.
Avec un effectif estimé à près de 7000 employés au Cameroun, « *le groupe Bolloré est l'un des plus gros employeurs après l'Etat* », a récemment déclaré le ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Grégoire Owona.

TIC & TELECOM

La Communauté urbaine de Douala séduite par les *Taxi Vairified*, une application camerounaise qui permet de commander des taxis sécurisés

La Communauté urbaine de Douala, la supermairie de la capitale économique camerounaise, a récemment annoncé le lancement de *Taxi Vairified*. Il s'agit de taxis sécurisés que le client peut commander en quelques minutes à travers l'application éponyme, à laquelle on peut avoir accès via les smartphones.
« *Pour ceux qui ne disposent pas de smartphones, Vairified est également disponible par appel sur les numéros 695569483 ou 681221023* », renseignent les promoteurs de cette application.
Ces taxis traqués par GPS, apprend-on, « *sont accessibles à toutes les bourses grâce à une tarification abordable qui, dans la ville, est de 250 FCFA* ». A la commande, les prix du service commencent à 500 FCFA pour un dépôt partagé et atteignent jusqu'à 1500 FCFA pour un dépôt classique.
« *Nous sommes en contact avec un investisseur institutionnel japonais et d'autres pour injecter des sommes importantes (100 millions FCFA) pour équiper les véhicules de GPS et renouveler les véhicules grâce à des concessions-ventes aux chauffeurs sérieux* », annonce un des promoteurs du projet.

L'application camerounaise *GiftedMom* primée par le Commonwealth Telecommunications Organisation

La startup camerounaise *GiftedMom*, promotrice de l'application éponyme, vient de recevoir le prix de la meilleure application en santé du Commonwealth Telecommunications Organisation (CTO) récompensant une initiative innovante d'intégration des TIC dans le développement du secteur de la santé. Ce prix a été reçu le 12 septembre 2016 aux îles Fiji par le Dr Agbor Ashu, directeur de la santé chez GiftedMom.
Cofondée par l'ingénieur en informatique Alain Nteff, GiftedMom est une application qui permet de communiquer par SMS avec des réseaux de femmes enceintes, afin de leur rappeler les dates des consultations prénatales dans les hôpitaux et leur prodiguer des conseils durant la période d'accouchement.
Grâce à ce service, qui a déjà permis à cette startup de décrocher le premier prix Startupper 2016 de Total Cameroun, le nombre de décès de suite d'accouchement a considérablement diminué dans les zones où le projet est implémenté. Dans le même temps, les centres de santé partenaires ont vu leur taux de consultations prénatales augmenter de 35% en deux ans.
De nos jours, a confié Alain Nteff au Quotidien gouvernemental, cette application est utilisée par 20 000 personnes au Cameroun. Au rythme de 100 messages par jour, ces personnes reçoivent des conseils de personnels médico-sanitaires éparpillés

dans 34 centres de santé répartis dans les régions de l'Adamaoua, du Centre, du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord.
Avant cette reconnaissance du CTO, GiftedMom avait déjà décroché le prix Anzisha en 2014, le prix du meilleur entrepreneur social d'Afrique de la Fondation MasterCard la même année, puis le prix de la jeune entreprise africaine décerné à l'occasion du New York Forum Africa (NYFA) à Libreville en 2015.

L'électricien camerounais Eneo rétrocède plus de 700 km de fibre optique à l'Etat

La ministre camerounaise des Postes et des Télécoms, Minette Libom Li Likeng, et le directeur général d'Eneo, Joël Nana Kontchou, ont paraphé, le 20 septembre 2016 à Yaoundé, la capitale du pays, un protocole d'accord portant rétrocession à l'Etat du Cameroun d'un réseau de plus de 700 km de fibre optique construit par le concessionnaire du service public de l'électricité.

Officiellement, cet investissement, d'un montant total d'environ 17 milliards de francs CFA, a été rétrocédé sans contrepartie financière. « *Ce protocole nous permet d'augmenter notre capacité nationale de large bande* », s'est réjouie la ministre Libom Li Likeng, qui n'a pas évoqué le sort réservé à l'amende infligée en son temps à la société d'électricité par le régulateur des télécoms du fait du déploiement de ce réseau de fibre optique.

Une amende de 500 millions de francs CFA

En effet, l'on se souvient que le déploiement de ce réseau par Aes Sonel (devenu Eneo après son rachat par le fonds britannique Actis) avait valu au concessionnaire du service public de l'électricité une amende de 500 millions de francs CFA. Dans la décision prise par l'Agence de régulation des télécoms (ART) le 18 décembre 2013, le régulateur accusait la société d'électricité d'« *exploitation d'un réseau privé indépendant sans autorisation* ».

En clair, selon l'ART, cette entreprise de production et de distribution de l'électricité avait foulé aux pieds la loi camerounaise régissant le secteur des télécoms, qui octroie jusqu'à présent le monopole du déploiement de la fibre optique en interurbain à l'opérateur historique des télécoms : Camtel.

Derrière la mise en place de ce réseau de fibre optique, des experts du ministre des Postes et des Télécoms du Cameroun y avaient même lu l'ambition de la société d'électricité de se lancer sur le marché de la fourniture de l'internet.

Techniques de modulation avancées

« *Nous voulions offrir de l'internet par fil et nous étions au stade des négociations. Chaque fois qu'il y a eu achoppement sur les négociations, l'ART nous a menacés de sanctions. On voulait apporter au Cameroun la technologie du courant porteur en ligne* (technologie visant à faire passer de l'information à bas débit ou à haut débit sur les lignes électriques en utilisant des techniques de modulation avancées, encore appelée CPL, ndlr) », avait confirmé un cadre de la défunte Aes Sonel.

> « *Ce protocole nous permet d'augmenter notre capacité nationale de large bande* », s'est réjouie la ministre Libom Li Likeng, qui n'a pas évoqué le sort réservé à l'amende infligée en son temps à la société d'électricité par le régulateur des télécoms.

SERVICES

La Coalition camerounaise contre le tabac accuse les industriels de fouler aux pieds les lois régissant la publicité

« *Dénonciation de la publicité illicite sur les cigarettes* », ainsi s'intitule le communiqué publié en fin de semaine dernière dans la presse locale par la Coalition camerounaise contre le tabac (C3T).
Selon cette coalition, « *l'industrie du tabac a encore usé de ses manœuvres pour promouvoir l'achat et la consommation des cigarettes, à travers plusieurs panneaux publicitaires implantés dans les différentes villes du Cameroun* ».
Bien que les affiches incriminées se limitent à dénoncer la contrebande de cigarettes, la C3T « *appréhende cette action comme une manœuvre de l'industrie du tabac pour faire de la publicité pure et simple des produits du tabac et encourager la population à consommer la cigarette* », ce qui, souligne la Coalition, constitue « *une violation flagrante de la loi de 2006 sur la publicité, qui interdit toute forme de publicité des produits du tabac sur les mass médias au Cameroun* ».
Profitant de cette dénonciation, la C3T rappelle que « *d'après les résultats de l'enquête globale sur le tabagisme chez les adultes, réalisées en 2013 par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), un million cent mille (1 100 000) Camerounais sont des usagers du tabac, la moitié mourront des suites de leur tabagisme* ».
Dans le même temps, l'on apprend qu'une « *enquête réalisée auprès des établissements scolaires de la ville de Yaoundé en 2016 par l'Alliance pour le contrôle du tabac en Afrique, en collaboration avec la Coalition camerounaise contre le tabac, a permis d'identifier 173 points de vente autour de 20 écoles enquêtées, avec dans près de 50% des cas la présence de la publicité et de la promotion des produits du tabac à travers des affiches* », ce qui démontre, d'après la C3T, que « *l'industrie du tabac encourage l'installation des points de ventes autour des écoles, dans l'optique de favoriser l'initiation des jeunes élèves à la consommation des produits du tabac* ».

INVESTIR AU CAMEROUN

C'EST AUSSI DES DÉBATS HEBDOMADAIRES SUR FACEBOOK ET SUR TWITTER

VOS POINTS DE VUE NOUS INTÉRESSENT

www.twitter.com/InvestCameroun

www.facebook.com/investcameroun

RETROUVEZ-NOUS TOUS LES VENDREDIS

14H 18H

HEURE DU CAMEROUN

LEADER DU MOIS

Chief Mekanya Charles Okon confirmé au poste de directeur général de Pamol Plantations Plc

Dans les objectifs stratégiques assignés par le gouvernement camerounais aux responsables de cette unité agro-industrielle publique se trouve le peuplement de la péninsule de Bakassi, grâce à la création de 500 hectares de palmeraies.

Depuis le 10 juillet 2016, apprend-on de sources autorisées, Chief Mekanya Charles Okon est officiellement devenu directeur général de Pamol Plantations Plc, une entreprise agro-industrielle publique camerounaise qui exploite le palmier à huile dans la région du Sud-Ouest du pays. Il occupait ce poste à titre intérimaire depuis 2013, après le décès brutal, survenu le 28 décembre 2012 dans un hôtel de la ville de Limbé, de Obi-Okpun Wanobi Osang, alors titulaire du poste.

Le nouveau management de Pamol trouvera sur sa table un dossier auquel tient l'Etat du Cameroun : celui de l'extension des plantations dans la péninsule de Bakassi.

Le nouveau DG sera assisté par Chief Aloysius Asanga (ancien cadre chez l'électricien Eneo), nommé au poste de DGA, tandis que la présidence du conseil d'administration de cette entreprise, qui emploie 2500 personnes et gère plus de 11 000 hectares de palmeraies, est assurée par Bernard Okalia Bilaï, l'actuel gouverneur de la région du Sud-Ouest.

Le nouveau management de Pamol trouvera sur sa table un dossier auquel tient l'Etat du Cameroun : celui de l'extension des plantations de cette entreprise agro-industrielle dans la péninsule de Bakassi. Ce territoire, riche en ressources halieutiques et pétrolières, a finalement été reconnu comme étant la propriété du Cameroun après un long conflit transfrontalier avec le Nigeria, qui a finalement été tranché par la Cour internationale de justice de La Haye.

Grâce à une convention de financement signée avec le gouvernement, apprend-on officiellement, Pamol a d'ores et déjà aménagé 500 hectares de terres dans cette péninsule, afin d'y créer des palmeraies. Ce projet, qui ambitionne de créer 5000 emplois dans cette partie du Cameroun, est parmi les composantes clés du processus de peuplement de la péninsule de Bakassi que conduit le gouvernement camerounais depuis la reconnaissance de sa souveraineté sur ce territoire.

A côté de ce projet d'extension de ses plantations de palmiers à huile, Pamol peaufine également un projet de construction d'une unité de production d'huile de palme, d'une capacité de 30 tonnes métriques (TM) par heure. Afin de réaliser ce projet, apprend-on, l'assemblée générale a donné, en avril dernier, son quitus pour que des financements soient mobilisés sur le marché bancaire local, afin que la nouvelle huilerie sorte de terre.

Brice R. Mbodiam

Participez à l'édification du Cameroun de demain

Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun

Les magazines *Investir au Cameroun* et *Business in Cameroon* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres, Bruxelles, Zurich et Frankfurt
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

IL Y A DU SERVICE DANS L'AIR

La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

www.camair-co.cm

Camair-Co

L'étoile du Cameroun